

De Mai 68 aux Gilets Jaunes, la Covid et après...

Que pouvons-nous espérer ? Et que pouvons-nous faire ?

Nous sommes nombreux à avoir une impression d'échec. Devant la situation immédiate, mais aussi pour une phase beaucoup plus longue.

Quel monde ! On ne le voit que trop, quand la pandémie n'amène pas une réponse mondiale ; avec d'un côté les mieux équipés et les plus riches désorientés par une absence de maîtrise de vaccins alors que, ô combien pire encore, les plus pauvres, n'en ont tout simplement pas, sauf pour leurs « dirigeants ». Pour qui ne l'aurait pas cru, voilà la vérité de leur *globalisation* du système de pouvoir et d'échanges capitalistes.

Echec dans notre propre pays et ses voisins, parce que les plus pauvres et les plus fragiles (précaires, migrants, personnes malades et dépendantes...) subissent encore plus d'injustice que précédemment. Parce que plus personne ne semble savoir comment imposer un changement de politique avec des directions d'organisations enfermées dans la cage de hamster du jeu institutionnel.

Pourtant, avant l'épidémie, nous avions une lutte très forte, durable, de plus en plus paralysante pour le gouvernement : sans un abandon du projet de réforme des retraites, la crise politique se dessinait, provoquée par le refus social de la destruction des garanties de notre système de santé et de Sécurité sociale. De nouveau, comme pour le refus de la casse du Code du travail en 2016 ; etc.

Une lourde défiance est exprimée par les « gens de la moyenne », des couches populaires salariées comme de celles et ceux plus reconnus pour leurs qualifications et par leurs statuts, et aussi des agriculteurs, des artisans. D'où cette gauche à l'étiage de 30 à 35 % ..., qui montre un dynamisme occasionnel, quand « il y a quelque chose qui bouge ». Toutefois, notons une distance entre le positionnement politique de ces « organisations » et le grand nombre des initiatives pratiques porteuses souvent d'efficacité dans les solidarités de tous ordres comme dans le développement d'alternatives dans les productions (scops) et dans des pratiques soucieuses de l'écologie, jusqu'aux circuits courts qui dessinent une agriculture paysanne. En fait, une partie de la « gauche radicale » ou « alternative » ou « autogestionnaire » (comme les mots se mélangent...) reste annihilée par le suivisme que manifestent des militant/e/s pour un leader populiste mimant le style « attrape tout » de feu Mitterrand... Et le métronome de la presse et des sondages électoraux en bruit de fond.

Reprenons un fil, celui de la mémoire vive et de la discussion. Et une relecture des années 1960-1970-1980 me semble utile. Il m'est bien demandé de mettre à l'ordre du jour un vrai « dépassement » du système capitaliste ? Je vais m'appuyer sur 68

mon livre « *A la prochaine. De Mai aux gilets jaunes* », qui m'a donné l'occasion de mettre au clair plusieurs questions.

Chômage, précarisations, bouleversements du travail.

Quelques repères. Surtout dans un moment où le gouvernement veut imposer une loi remettant en cause les quelques droits des chômeurs et où les mobilisations autour de leurs revendications sont trop réduites.

Retour en arrière.

En 1965, le Plan, présidé par un gaulliste de choc, Pierre Massé, écrit que la semaine de 30 heures devra être la référence en 1985, car « *les salariés sont de plus en plus nombreux à ne pas vouloir perdre leur vie à la gagner* ». Cette phrase d'un rapport officiel a l'allure d'un slogan.

En 1967, les sociologues montraient que l'enrichissement de la société avait produit un « partage des bénéfices » inégal¹. Les résultats revendicatifs de 68 amènent une forte augmentation pour celles/ceux d'en bas ; et une réduction du temps de 46h en moyenne à 40h, sans perte de salaires.

En 1968, en France comme en Tchécoslovaquie ou en RDA... ou aux USA, une « *révolution scientifique et technique* » est à l'ordre du jour ; elle se traduit par des luttes, des formes d'auto-organisation des salarié/e/s. Quand certains voyaient une harmonie capitaliste des « Trente glorieuses » du fait d'une sorte de « compromis » entre patronat et syndicats, la vague de grève des années 68, dans plusieurs pays d'Europe et en France notamment impose une rupture des formes de domination². Et, pour toute une partie du monde, met en question les modalités des négociations sur la valeur du travail et les salaires.

Une logique possible, forte.

Cette question avait été annoncée, dès les analyses de Marx dans *le Capital* (1867) : les conditions de la production, sous l'effet des revendications, arrivera à un point où il faut un passage du seul calcul salarial à d'autres formes de rétributions, concernant la société tout entière, car la diversité des postes de travail et des places dans le processus appellera des réponses nouvelles... On doit sans doute considérer les systèmes de Protection sociale comme un pas en ce sens ! Et une vérification de l'intrication entre institutions politiques, gouvernementales et moyens pour assurer une disponibilité régulière des salariés à leurs postes.

En 1930, Keynes imaginait une lutte écartant les capitalistes rentiers, qui tiraient profit même d'un chômage de masse, pour préférer un système de travail avec 15 ou 20h par semaine, et des revenus suffisants : selon lui ce serait un triomphe du capitalisme grâce au dynamisme et à l'inventivité d'une société sans chômage de

¹- Claude Gruson et la direction du Plan publiaient, en 1968, *Origines et espoirs de la planification française* (Dunod). Pierre Bourdieu (coll.) *Le partage des bénéfices*, (1966), éd. de Minuit....

² P. Cours-Salies, *A la prochaine*, pp. 29-52)

masse³. Face à la crise de 1929, il le prévoyait dans les quinze ans... « *Euthanasier les rentiers* », l'expression n'a pas été oubliée.

Après la guerre, dès 1956, des automatisations viennent diminuer le nombre de postes de travail. Et des luttes amènent à discuter : travailler moins, vivre mieux et ne chasser personne des emplois... Mais cela ne devient pas une question politique : le patronat préfère donner des primes, stimulant pour faire consommer malgré de longues semaines de travail. Inégalités accrues portées par l'accroissement des progrès techniques... Dans la situation française des guerres coloniales voulues et menées par les gouvernements, avec y compris une scission au sein de la gauche, le patronat peut bien profiter des Dix glorieuses pour lui ; et les luttes cessent de subir ce frein après 1962, fin de la guerre d'Algérie...

Contre « Mai », une bifurcation.

Souvenons-nous. Cette vision d'un capitalisme de progrès a été une tentation refusée par la classe dirigeante, et avec quelle force et quelle ténacité durant les années 1970...

N'oublions pas que la revendication d'un *salaires à vie*, sur la base des cotisations sociales et avec le droit à la formation toute la vie est une revendication élaborée par la CGT de 1999 à 2004, ainsi que par Solidaires et la FSU. Pourtant, quelle indifférence de la part des gauches de gouvernements, qui acceptent de laisser subsister divers types de ce que les marxistes appelaient « *des armées de réserve* » ! Il faudra en faire l'historique depuis la déclaration de Pierre Mauroy en 1984.

Des luttes aux urnes, et de l'électoratisme à la dépendance.

Un des éléments de Mai était les assemblées, les initiatives collectives, sans lesquelles les grandes dates et manifestations auraient été impossibles.

Onze millions de personnes ont participé à la grève (assemblées locales, collectes de solidarité, piquets de grève...), de deux à quatre ou cinq semaines : certains patrons préféraient accepter les résultats de Grenelle très vite, les compléter en fonction des demandes dans leur entreprise ; d'autres refusaient plus longtemps, comme Renault devant les exigences syndicales pour les revendications des immigrés et les salaires de base. Mais, en trois semaines, le pays était méconnaissable : des millions de personnes se mettaient à discuter de la société, de ses défauts, de ce qui était souhaitable, après le départ de De Gaulle. « *Dix ans, ça suffit !* » Cela supposait un accord pour un gouvernement provisoire, légitime, porté par la grève ; et une partie de la gauche « dé-coloniale » agissait et voulait la crise du régime.

³ John M. Keynes *La Pauvreté dans l'abondance* (1930-31). Réédition Gallimard, -2002

Mitterrand, allié à Guy Mollet (SFIO) ne voulait qu'une issue électorale, légaliste⁴, avec ce calcul affirmant que De Gaulle allait faire dans quelques semaines un référendum, qu'il le perdrait, et démissionnerait... Et ce serait alors l'heure pour Mitterrand, le candidat de 1965, de se présenter et gagner. La direction du PCF a fait ce choix, contre la grève générale, et elle a tout de suite accusé « les gauchistes » de chercher à provoquer la guerre civile au service de la classe dirigeante. Cela ne s'invente pas, et ils en ont fait des livres : « les gauchistes Marcellin » ...

Le refus de la démocratie active, de la base, leur peur de devoir agir sous le contrôle de millions de personnes mobilisées les a tellement dominés !

En 68, et les années suivantes, refus de l'auto-organisation en Tchécoslovaquie (en Hongrie, Yougoslavie, Pologne...), en Allemagne, en Belgique, aux USA. Les forces jouant le rôle de « *social-démocratie* », une force qui prétend représenter les couches dominées et s'impose pour en négocier les revendications au moindre coût, ont eu, - avec des configurations différentes – les mêmes choix politiques.

La « *révolution scientifique et technique* », depuis la fin des années 1940, posait des exigences nouvelles, y compris de démocratie et d'objectifs pour les productions. Les classes dirigeantes, hormis des minorités, ont refusé ; il n'y avait pas d'organisation politique portant un programme de dépassement du système. Il faudrait ici relire les positions d'André Gorz ou de dirigeants communistes de gauche en Italie, ou Rudolph Bahro en RDA, ou Kuron et Modzelewski et Pologne, etc...

Pour la classe dirigeante l'année 1968 est donc une alerte. Elle en tire vite une conclusion : refuser le développement des exigences sociales, casser la dynamique démocratique. Il va se mettre en place l'orientation de la Trilatérale (dès 1970) et la recherche d'un mouvement syndical qui obéisse aux exigences de base de la « démocratie libérale ».

Cela prend des années et appelle un retour d'historien ; de même, le Programme commun demande un débat à part : pour ce qu'il contenait, pour ce qu'il visait réellement. Et, dès que le rapport de forces électoral lui fût favorable, Mitterrand en fit des confettis (avec 101 propositions, dictées comme à prendre ou à laisser).

Si nous en avons le temps, nous pouvons reprendre et discuter de grandes étapes des années 1970 (Lip, Révolution portugaise, sidérurgie en 1979...).

Un seul mouvement a eu des résultats tangibles : le mouvement des femmes pour le droit à l'avortement. Qu'on ne dise pas, comme trop souvent, « la loi Veil » ! Simone Veil disait elle-même que ce sont les transgressions de lois, et l'ensemble de la mobilisation des femmes qui avaient créé une situation où sa loi pouvait être acceptée au Parlement (grâce aux voix de gauche) : le comportement de la société avait tellement changé qu'elle a pu présenter une loi afin de rétablir une régularisation des situations.

⁴ Pour souligner les débats, rappelons que Jean Daniel comme Pierre Mendès-France étaient favorables à une issue avec le départ de De Gaulle, un gouvernement provisoire négociant la suite avec les grévistes et des élections législatives à l'automne. Voir, *A la prochaine*, pp. 121-203.

Un autre a été important, de solidarité avec les immigrés sous la menace permanente des mauvais coups des employeurs et de la droite. Des militants, après les premières jonctions de luttes pendant Mai, ont fait exister des associations-mouvements d'aide (FASTI, GISTI), qui ont agi pour faciliter l'organisation des militants des Associations des travailleurs immigrés. Mais, si la volonté de les chasser fût limitée, leurs droits politiques restèrent refusés, même après la victoire du 10 mai 1981.

Il faudrait, pour ne pas oublier les extraordinaires capacités d'auto-organisation reprendre l'analyse des luttes dans les entreprises, de 1969 à 1979...

Mais toute auto-organisation dans les luttes semblait ne pas respecter le Programme commun...

Vous imaginez le contraste, la surprise pour les dignitaires du PS et du PCF, voire des Verts ex-socialistes droitiers, avec le surgissement des Gilets Jaunes ! Leur peur, ou la volonté de leur servir de porte-voix pour mieux discipliner.

Il faut bien comprendre, à la lumière de plus de quarante ans d'histoire, à quel point le changement de formes de vie démocratiques a été refusé. A quel point, même pour une grande part de la « gauche radicale », cela est étranger à leur pensée politique.

Rupture sur la conception du travail, sur les droits de réflexion, d'initiative et d'interventions démocratiques...

La situation actuelle vient de loin

Nous avons intérêt à continuer à baliser le terrain des capacités collectives existantes, même méprisées par les gestionnaires de droite ou de gauche.

Sur le plan dit « institutionnel », nous devons prendre le temps d'une véritable élaboration collective. Un rappel de ses dépassements partiels le montre, des Assemblées générales locales aux Nuits Debout, des Gilets jaunes localement et à leurs Assemblées/coordinations nationales... Revitalisons les discussions trop oubliées sur la combinaison nécessaire de « la démocratie des conseils » avec les règles de la représentation⁵.

Sur l'écologie, les exigences étaient déjà fortes avant 1968 mais marginalisées par les « partis de gouvernement ». Il est possible, sans difficulté, de les trouver exprimées dans le Programme du Printemps de Prague (1965) comme dans des livres d'André Gorz ou des articles des communistes de gauche italiens. Par René Dumont aussi dont un digne successeur, - Marc Dufumier-, montre qu'à condition de faire une rupture agro-écologiste et ainsi former des paysans, il est possible de nourrir 10 milliards d'êtres humains.

Sur les nationalisations, nous ressasons encore très souvent une critique qui, de fait, précédait les nationalisations de 1981. Il fallait les faire pour une socialisation,

⁵ Voir, *A la prochaine*, pp.348-352.

pour avoir des instruments utiles sous l'impulsion des débats de la société. Cela suppose de ne pas opposer « gestion responsable » et impulsions démocratiques, locales mais aussi sous diverses formes. Le grand programme de nationalisations prévu par Mitterrand se réduisait à UNE banque, au pied du mur des critères de la discussion de l'été 1981. Voir la discussion autour du livre de François Morin sur le site : www.ensemble-tout-est-possible.org.

Un danger nouveau, cependant, ne doit pas être négligé : les aventures et les mauvais coups de la classe dirigeante portent des guerres et des fascismes renouvelés. Contre lesquels la victoire est possible à condition d'avoir une réflexion stratégique pour aujourd'hui et demain.

Quand toute la société est en crise, faut-il faire une place aux revendications élémentaires, et comment ?

Si nous retenons une comparaison partielle avec Mai 68, les caractéristiques de la France sont au moins trois :

- La fin des guerres menées par les gouvernements contre le droit à l'Indépendance ; et cela se traduit par une modernisation des armées, un remodelage des grandes entreprises et une ringardisation rapide pour De Gaulle. Mais le maintien de la FrançAfrique, héritage gaulliste, encore maintenant.
- Un ralliement, de fait, aux institutions de la 5^e République, notamment de toute une partie de « la gauche » (PCF, SFIO, FGDS...) ; et cela jouera contre la mobilisation. Mais, n'a-t-on pas vu la même chose en 2016 et en 2019 ? Hors DU candidat à la Présidentielle, il n'y aurait rien. Cette stratégie de la cage d'hamster, dans laquelle les gestionnaires actuels ou potentiels sont enfermés/e/s les immenses capacités d'initiatives alternatives sont réduites au rôle de spectateurs.
- Ainsi, sans sortir de ce piège mortel, y compris la gauche radicale se rend incapable de dire QUI fera la transformation sociale pour « dépasser » le capitalisme. Pourtant, la réponse pourrait être simple et nette : la masse des gens de la moyenne. On peut énumérer, depuis les scoops aux circuits courts, en passant par la masse d'inventivité sociale et/ou industrielle. Ne nous privons pas de dire, comme le fit un temps Keynes : la garantie de disposer d'un salaire et d'un emploi laissant beaucoup de temps libre permettra une inventivité et une productivité socialement maîtrisée et renouvelée. Ce type d'espoir de Mai 68 (« Travailler deux heures par jour » a été re-exprimé par Alternatiba, « *Travailler une heure par jour* » ...)

Cela ne serait en rien une ruine sociale, une sorte de Renaissance plutôt.

Mais alors, oui, une autre comparaison doit se faire avec Mai 68 :

Parce que les forces syndicales, dont les cadres en 1968 étaient pour l'essentiel des jeunes de 25 ans sortis de la Résistance devenus une couche qui voulait

résister et gagner face à la droite et à la gauche va-t-en-guerre, ils avaient passé une sorte d'accord d'unité d'action qui allait bien au-delà des seules revendications.

Comment reconstituer une telle unité ?

Notre génération a échoué dans ses espoirs, même si les buts restent. Mais ne sommes-nous pas prisonniers de « nos » discussions et aphones pour débattre publiquement des conditions de l'unité.